

Paris, le 16 mars 2022

Madame Najat Vallaud-Belkacem
Directrice ONE France

Madame la Directrice,

Dans votre courrier du 4 février, vous présentez les actions originales et fortes portées par votre association au service de la lutte contre la grande pauvreté dans le monde, et vous m'interrogez sur trois enjeux majeurs : la lutte contre la pandémie au niveau mondial, le soutien à la relance des pays africains, et le développement d'un partenariat d'égal à égal entre la France et les pays du continent africain.

Je suis heureuse de cette occasion qui m'est offerte d'exposer ma vision du rôle de la France au service de la solidarité internationale, et de réaffirmer la priorité que je souhaite donner à la reconstruction d'un partenariat avec l'Afrique marqué par le respect mutuel. Notre politique d'aide et de coopération devra être dynamisée, réorientée vers l'Afrique, avec un accent tout particulier en direction des pays francophones, en lui fixant des objectifs politiques clairs et concrets, directement perceptibles par les populations et en visant l'éradication de la pauvreté.

La pandémie mondiale de COVID-19 a démontré de manière implacable à quel point nos destins sont liés, d'un bout à l'autre de la planète, quel que soit notre degré de développement. La victoire contre le virus ne pourra être que globale et elle est pour l'instant bien incomplète. Que l'on en juge : l'objectif de couverture vaccinale de 70% fixée pour la mi-2022 pour l'ensemble des pays de la planète ne sera pas atteint pour plus d'une centaine d'entre eux, et, selon l'OMS, 83% des Africains n'ont pas reçu ne serait-ce qu'une seule dose de vaccin. C'est très insuffisant pour protéger les populations. C'est très insuffisant, aussi, pour prévenir le développement de nouveaux variants. Face à cela, nous ne pouvons nous contenter d'une seule logique de don de doses. L'Union européenne doit absolument soutenir l'Union africaine dans ses démarches pour obtenir l'accès aux vaccins contre la Covid19 ainsi qu'aux traitements. Des solutions d'aménagement, y compris sur la propriété intellectuelle, peuvent être trouvées pour aider les pays les moins avancés à développer des capacités de production locale de vaccins, mais aussi de tests et de traitements, en partenariat avec le secteur privé qui a développé des solutions efficaces. Notre aide au développement doit être mise à contribution en soutien à ces projets, mais doit, au-delà, contribuer à la construction de systèmes de santé efficaces pour s'assurer de la dissémination de ces solutions au plus près des besoins, jusqu'au « dernier kilomètre ». Mettre fin à la pandémie partout sur la planète, et notamment en Afrique, est notre priorité, en parallèle aux combats contre le paludisme ou la drépanocytose par exemple.

PÉCRESSE

2022

La pandémie a également créé un choc économique global, mais tous les continents n'ont pas été à armes égales pour soutenir leurs populations et leurs économies et préparer la reprise. Les pays africains ont besoin d'un accès rapide à des liquidités précieuses pour leurs budgets affectés par la crise économique. Je souhaite que les Droits de Tirage Spéciaux (DTS) alloués à la France soient en priorité destinés aux pays d'Afrique touchés par la crise, dans le cadre de nouveaux partenariats bilatéraux. De même, la taxe sur les transactions financières, telle que conçue par le Président Sarkozy, devrait voir son produit exclusivement consacré au développement, comme cela avait été prévu à l'origine. Au-delà de cette solidarité financière, la France doit être un partenaire majeur des pays africains pour soutenir la relance économique et créer des opportunités pour toutes et tous, en aidant à la création massive d'emplois, qui constitue une impérieuse nécessité en particulier dans les pays à la démographie la plus dynamique, et en encourageant la transition énergétique de ces pays tout en restant pragmatiques pour ne pas obérer leur capacité de développement. Pour aider au développement de l'emploi, nous privilégierons la formation, adaptée au marché de l'emploi, les solutions dynamiques de coopération inter-entreprises, le transfert de technologie et toutes autres formes de partenariat, en priorité avec les pays francophones, où nous serons les plus efficaces. Nous mobiliserons les meilleurs outils pour renforcer les entreprises, en particulier celles qui favorisent l'emploi décent.

Cet effort d'aide et de coopération pour mettre fin à la pandémie et soutenir la relance économique en Afrique doit se faire dans un cadre renouvelé, qui affiche clairement nos choix politiques, en matière stratégique ou migratoire, tout en s'inscrivant dans une relation d'égal à égal avec les pays africains. Tout cela pourra mieux encore se concrétiser grâce à une meilleure représentation des pays africains et de l'Union africaine dans les instances de construction des stratégies mondiales pour le développement économique et la lutte contre la grande pauvreté. J'y contribuerai. Nous apporterons aussi notre soutien à la formation des diplomates concernés ainsi que celle des associations engagées sur le terrain.

Si les Français me font confiance les 10 et 24 avril prochains, je porterai la voix d'une France pleinement engagée dans la solidarité internationale, au service des priorités politiques de notre Nation, et d'une ambition universelle de lutte contre une pauvreté qui blesse la dignité humaine et fait obstacle à la paix.

Je vous prie de croire, Madame la Présidente, en l'assurance de ma plus haute considération.

Bien cordialement,

Valérie Pécresse

Valérie Pécresse